

Activités Informelles Et Mutations De L'espace Urbain Kinois : Enjeux D'aménagement Et De Qualité De L'environnement Sur Le Tronçon UPN-Météo

KAPITA KAMBA Martine¹, KITEMBO KABALIBALI Peter², KAKI NGISILA BLANCHARD³,
MATADI PASA MAKINA JACQUES⁴, KAKULE KASEREKA ROLAND⁵, MASHINI DHI MBITA
MULENGHE J.C⁶, MUSENGA TSHIEY VIRGINIE⁷

¹professeure En Géographie-Sciences De L'environnement A L'UPN)

²doctorant En Géographie Et Aménagement Du Territoire A L'UPN)

³doctorant En Géographie-Sciences De L'environnement A L'UPN)

⁴professeur En Géographie-Sciences De L'environnement A L'UPN)

⁵professeur En Géographie-Sciences De L'environnement A L'UPN)

⁶professeur En Géographie-Sciences De L'environnement A L'UPN)

⁷professeure En Géographie-Sciences De L'environnement A L'UPN)

Auteur Correspondant : KAPITA KAMBA Martine

<https://orcid.org/0009-0003-7914-2940>



Résumé : L'étude analyse la prolifération des activités informelles et leurs effets sur l'organisation de l'espace urbain le long du tronçon Météo-UPN à Kinshasa/Ngaliema. L'objectif est d'identifier les facteurs qui favorisent leur développement, d'examiner leurs impacts socio-économiques et environnementaux, ainsi que la proposition des pistes qui pourront permettre une meilleure intégration de ces dernières dans la gestion urbaine. La recherche s'est appuyée sur des observations de terrain et des enquêtes menées auprès des acteurs du secteur informel et des ménages riverains. Les résultats identifient le chômage, l'insuffisance des emplois formels, la faiblesse des infrastructures commerciales et la précarité économique comme principaux facteurs de leur expansion. L'étude ne plaide pas pour leur suppression, mais recommande plutôt une approche fondée sur la régulation, la relocalisation, la formalisation progressive et l'aménagement d'espaces commerciaux adaptés, pour concilier les besoins économiques des populations aux exigences d'une gestion urbaine durable.

Mots-clés : Activités informelles, Espace urbain, Organisation spatiale, tronçon Météo-UPN, gestion urbaine, développement durable.

Abstract: This study analyzes the proliferation of informal activities and their effects on the organization of urban space along the Météo-UPN stretch in Kinshasa/Ngaliema. The objective is to identify the factors driving their growth, examine their socio-economic and environmental impacts, and propose ways to better integrate them into urban management. The research relied on field observations and surveys conducted among informal sector actors and local households. The results identify unemployment, a lack of formal jobs, inadequate commercial infrastructure, and economic precariousness as the primary drivers of this expansion. The study does not advocate for their elimination but instead recommends an approach based on regulation, relocation, gradual formalization, and the development of suitable commercial spaces, in order to reconcile the population's economic needs with the requirements of sustainable urban management.

Keywords: informal activities, urban space, spatial organization, Météo-UPN stretch, urban management, sustainable development.

INTRODUCTION

Les activités informelles sont en nette progression et occupent une place importante dans les grandes villes africaines. Dans celles-ci, l'on constate souvent que la croissance démographique dépasse constamment les capacités de création d'emplois et de développement des infrastructures (Leclercq, H. 1993). Face au chômage et à la précarité, de nombreuses personnes se tournent vers le petit commerce, l'artisanat, les services de proximité ou encore le transport informel pour assurer leur subsistance (Roubaud, F. 1994, Mufungizia, I., & Akilimali, A. 2024). Bien que ces activités échappent majoritairement à la réglementation de l'État, elles constituent une source essentielle de revenus et contribuent au dynamisme économique local.

Cependant, le développement de ces activités ne se fait pas sans conséquences. Il s'accompagne de nombreux défis tels que l'occupation désordonnée des espaces publics, l'encombrement des voies de circulation, les problèmes d'assainissement et la pression exercée sur les infrastructures urbaines, ... celles-ci contribuent à la modification profonde de l'organisation des espaces urbains (ONU-Habitat. 2021).

Dans la commune de Ngaliema, à Kinshasa capitale de la RD Congo, et plus particulièrement sur le tronçon Météo-UPN sur la route nationale numéro 1, ces réalités ci-haut énumérées sont particulièrement perceptibles. Face à constat, et au vue des enjeux liés aux objectifs du développement durable, des interrogations persistent. Les unes sont en rapport avec les facteurs à l'origine de la prolifération des activités informelles, les autres sont liées à leurs impacts environnementaux et enfin celles liées à l'emprise de ces activités sur le paysage urbain.

Face à ces questionnements, l'on pense attribuer cette montée à la faiblesse des emplois formels et l'insuffisance des services publics qui favoriseraient l'installation de marchés spontanés, de commerces de rue, d'ateliers artisanaux et d'autres activités informelles qui permettent à des milliers de ménages de vivre, tout en créant des difficultés pour la gestion urbaine.

Cette réflexion s'intéresse donc à ce paradoxe : « si les activités informelles jouent un rôle indispensable dans l'économie locale et la lutte contre le chômage, elles sont également à l'origine de nombreux désordres urbains ». Elle cherche donc à comprendre les facteurs qui expliquent leur prolifération sur le tronçon Météo-UPN, les raisons de leur forte emprise sur l'espace urbain, leurs impacts socio-économiques, tant positifs que négatifs, ainsi que les stratégies susceptibles de favoriser une meilleure cohabitation entre ces activités et une gestion urbaine durable.

A ces jours, l'économie informelle constitue bien entendu avec d'autres thématiques qui lui sont associées, l'un des principaux objets d'étude de la géographie urbaine et sociale surtout dans les pays en développement où celle-ci représente une part importante des activités économiques urbaines.

Depuis les travaux pionniers de Hart (1973), qui ont défini le *secteur informel* comme un ensemble d'activités économiques qui échappent au contrôle administratif, fiscal et réglementaire de l'État, tout en constituant une source essentielle de revenus pour une grande partie de la population, le concept a donc fortement progressé sans toutefois dénaturer son sens originel. Les auteurs contemporains l'orientent et le contextualisent selon la thématique, l'espace et le contexte socioéconomique comme c'est le cas pour les quelques études ci-dessous :

Dans les métropoles africaines, la croissance démographique rapide, l'insuffisance des infrastructures urbaines et la faible capacité des économies nationales à créer des emplois formels favorisent l'expansion continue des activités informelles. Selon Rakodi (2002), l'urbanisation africaine est marquée par une forte dissociation entre la croissance spatiale des villes et les capacités institutionnelles à assurer une planification urbaine efficace. Cette situation conduit de nombreux citoyens à développer des stratégies de survie fondées sur le commerce de rue, l'artisanat, les transports informels ou encore les services de proximité.

Dans la même perspective, Simone (2004) considère que les pratiques informelles constituent un véritable mode d'organisation des villes africaines. Elles permettent aux populations de compenser les insuffisances de l'État, et de répondre aux besoins

quotidiens en matière d'emploi, de mobilité et d'accès aux biens et services. L'informalité ne représente donc pas uniquement une économie de survie, mais participe également à la structuration des espaces urbains.

Les recherches de Chen (2012) pour leur part, soulignent que le secteur informel contribue fortement à la création d'emplois, à la réduction de la pauvreté et au dynamisme économique local. Toutefois, cette contribution reste limitée par l'absence de protection sociale, la faible productivité des activités et leur caractère précaire. Cette dualité explique pourquoi l'économie informelle est aujourd'hui perçue comme une composante incontournable du développement urbain dans les pays du Sud.

Les travaux de Titeca et Malukisa Nkuku (2019) montrent quant à elles, que la gouvernance urbaine de Kinshasa repose largement sur des arrangements informels entre les populations et les autorités locales. Cette situation explique la multiplication des occupations irrégulières des espaces publics, des constructions anarchiques ainsi que la difficulté pour l'administration d'assurer un contrôle efficace de l'urbanisation.

Plus récemment, Mufungizia et Akilimali (2024) ont abondé dans le même sens mais en précisant que l'urbanisation de Kinshasa demeure insuffisamment maîtrisée. La prolifération des activités économiques informelles, combinée aux constructions non réglementées, accentuent les problèmes de congestion routière, d'insalubrité, d'érosion et de vulnérabilité environnementale. Les auteurs recommandent un renforcement de la planification urbaine et une meilleure intégration des acteurs informels dans les politiques publiques.

C'est ainsi qu'à Kinshasa, cette problématique prend une dimension particulière. La capitale congolaise connaît une urbanisation parmi les plus rapides d'Afrique, caractérisée par une occupation non planifiée des espaces urbains, une insuffisance des infrastructures et une forte pression démographique. Les analyses d'ONU-Habitat (2019) à Kinshasa, montrent que la croissance urbaine dépasse largement les capacités d'aménagement des autorités publiques, favorisant de ce fait l'extension des activités informelles dans les espaces publics et les quartiers populaires. A ce jour, même les quartiers résidentiels réputés de quiétude et d'un paysage et d'un environnement calme ne sont plus épargnés du phénomène.

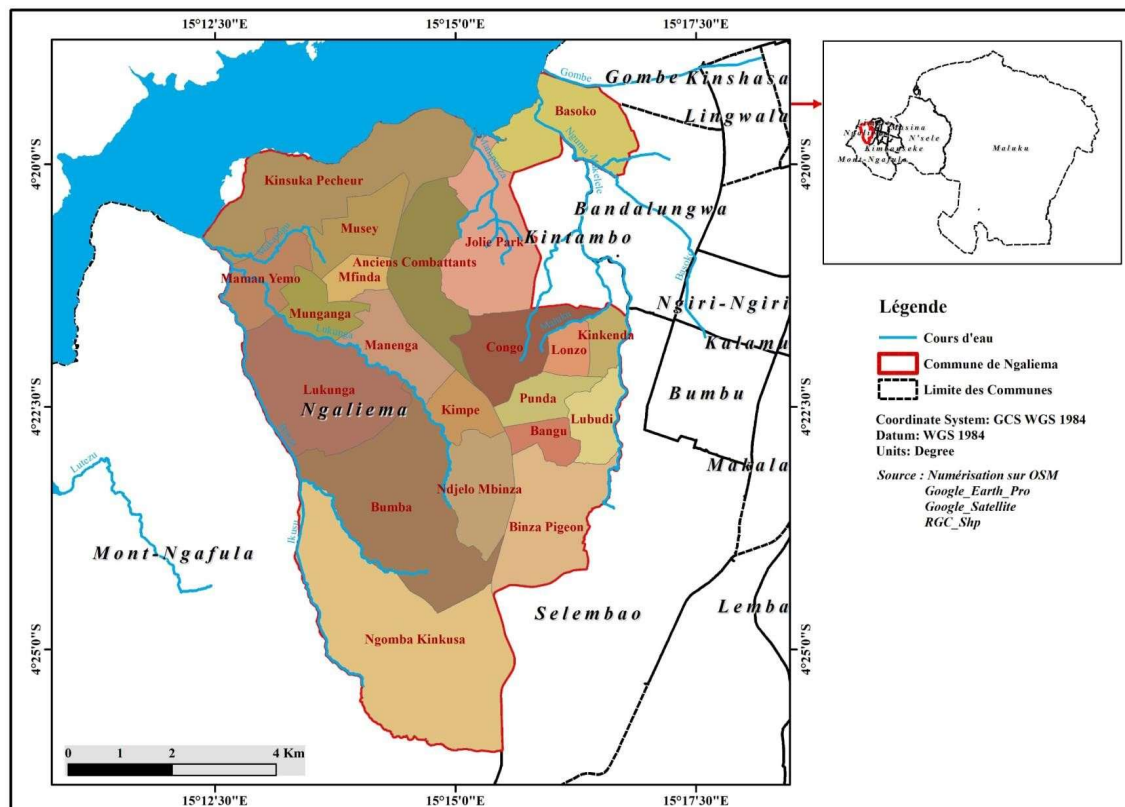
Malgré l'abondance des travaux consacrés au secteur informel en Afrique et à Kinshasa, peu d'études se sont intéressées spécifiquement aux effets des activités informelles sur l'organisation spatiale surtout le long du tronçon Météo-UPN dans la commune de Ngaliema. Pourtant, cet espace connaît une concentration importante de commerces de rue, d'ateliers artisanaux et de services informels qui modifient progressivement l'utilisation des espaces publics, influencent la circulation et affectent la qualité de l'environnement urbain.

MILIEU ET APPROCHE METHODOLOGIQUE

Milieu

La présente étude bien pionnière sur ce tronçon, entend aussi combler cette lacune scientifique en analysant les facteurs de prolifération des activités informelles sur le tronçon Météo-UPN, leurs impacts sur le tissu urbain ainsi que les mécanismes susceptibles de concilier les impératifs de développement économique local avec une gestion durable de l'espace urbain.

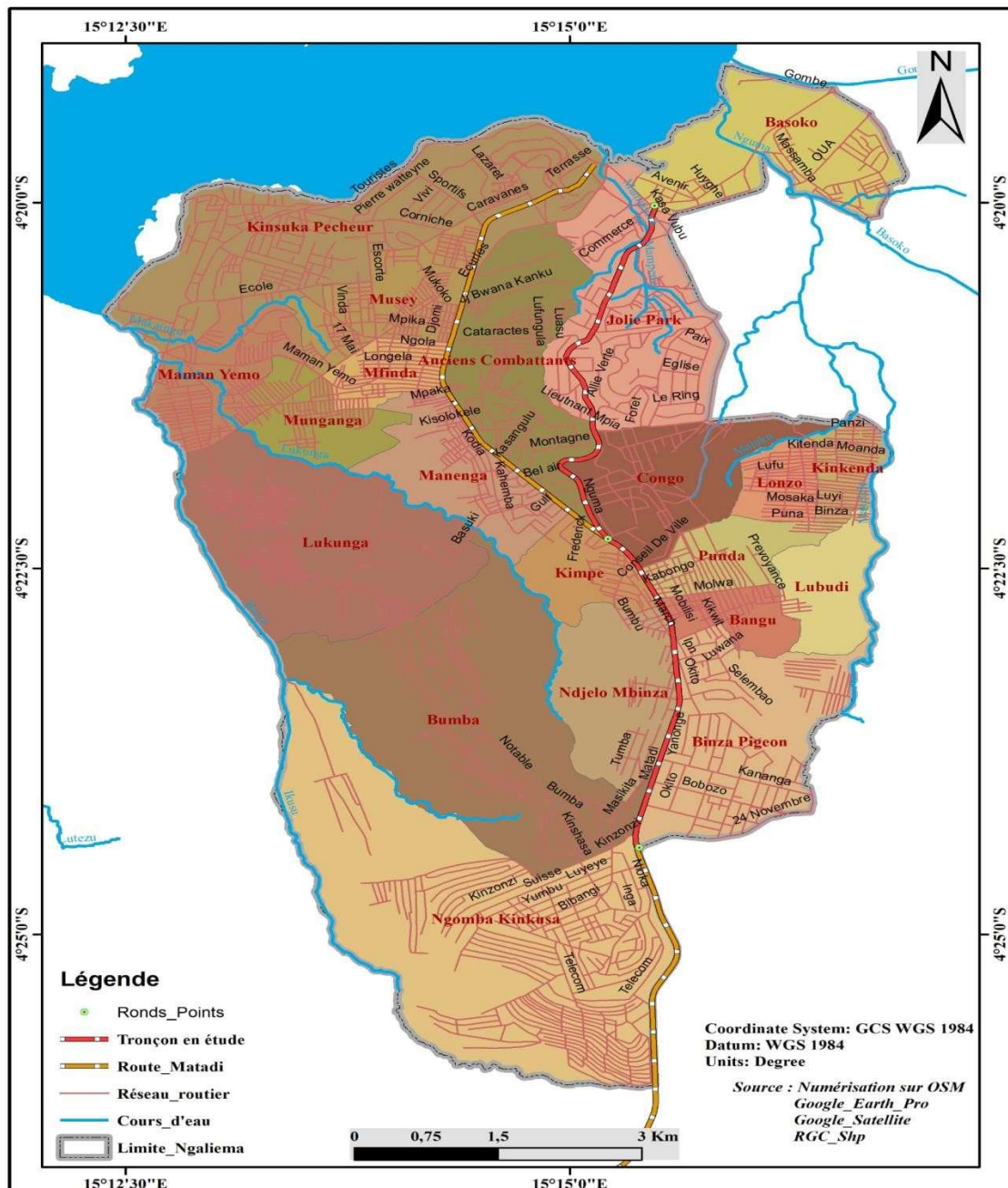
L'axe routier sous étude constitue une voie stratégique reliant les quartiers périphériques au centre-ville d'une part, et la ville province de Kinshasa à la province du Kongo central, qui approvisionne Kinshasa et de manière générale ouvre la RD Congo au monde. Cette route draine les produits qui passent par les ports de Banana et de Matadi. Le tronçon Météo-UPN est un véritable reflet des principales mutations urbaines que connaît la capitale congolaise.



Carte I. Subdivision administrative de la commune de Ngaliema

Des points de vue caractéristiques spatiaux, la commune de Ngaliema est marquée par une forte dualité organisationnelle. D'un côté, elle comprend des quartiers résidentiels relativement bien aménagés, tels que Binza-Pigeon, Ma Campagne ou encore Mont Fleury, bénéficiant d'infrastructures de meilleure qualité. De l'autre, elle abrite de nombreux quartiers à urbanisation spontanée, marqués par un déficit d'équipements publics, une faible planification urbaine et des conditions de vie parfois précaires. Cette coexistence crée un espace urbain contrasté où les inégalités se manifestent aussi bien dans l'accès aux services que dans la qualité du cadre de vie.

Depuis les années 1980, Ngaliema connaît une croissance démographique soutenue, alimentée par l'exode rural et l'accroissement naturel de la population (Ayimpam, S. 2014). Cette pression démographique a favorisé une extension rapide du bâti, souvent sans véritable encadrement urbanistique. En conséquence, les constructions anarchiques, l'occupation des emprises publiques et la réduction des espaces verts sont devenues des réalités fréquentes. Le tronçon Météo–UPN n'est pas épargné par cette évolution. Il est facile et surtout fréquent de constater que les espaces publics de ce tronçon remplissent simultanément plusieurs fonctions en servant à la fois la possibilité de mobilité, du commerce, d'arrêt bus et diverses activités informelles.



Carte II. Réseau routier de la commune de Ngaliema

Majoritairement jeune, la population est confrontée à un chômage élevé et à un accès limité aux services essentiels tels que l'eau potable, l'électricité, les infrastructures sanitaires et surtout la collecte des déchets. Dans ce contexte, le secteur informel se présente comme le principal moyen de subsistance pour une grande partie des habitants dans cette partie de la commune de Ngaliema. La structure de la population, marquée par part importante des jeunes désœuvrés, pourrait expliquer en grande partie cette dynamique (Ayimpam, S. (2014).

Il s'avère alors que l'économie locale repose essentiellement sur les activités informelles qui occupent plus de 50 % de la population active (Lapeyre, F. (2022). Les petits commerçants, vendeurs ambulants, artisans et prestataires de services investissent les trottoirs, les carrefours, les arrêts de bus et les marchés secondaires, faute d'espaces commerciaux adaptés. Cette occupation répond avant tout à des impératifs économiques, mais elle engendre également une forte pression sur l'espace public et son environnement.

Les observations de terrain font remarquer que les infrastructures urbaines demeurent insuffisantes. Malgré son importance, le tronçon Météo-UPN souffre de la dégradation de la chaussée, de l'absence d'aménagements piétonniers et d'un système d'assainissement peu performant. Les déchets produits par les activités commerciales sont souvent mal gérés, ce qui contribue fortement à la dégradation de l'environnement urbain et accroît les risques sanitaires.

APPROCHE METHODOLOGIQUE

L'analyse documentaire, l'approche systémique ont été d'une grande valeur. Cependant, pour répondre aux préoccupations formulées ci-haut, l'étude a procédé dans un premier temps aux observations de terrain. Celles-ci ont porté sur quinze (15) sites répartis entre arrêts de bus, trottoirs, marchés secondaires et le carrefour de l'UPN. Les arrêts de bus représentent la catégorie la plus observée, en raison de l'intense mobilité quotidienne qui attire naturellement les vendeurs ambulants. Les trottoirs et les marchés constituent également des espaces privilégiés pour les activités commerciales informelles, tandis que le carrefour de l'UPN joue un rôle stratégique grâce à l'importance des flux et de circulation. Le SIG a permis l'élaboration des cartes et le logiciel Microsoft office (Word, Excel) et R ont facilité le traitement des données et leurs présentations.

RESULTATS

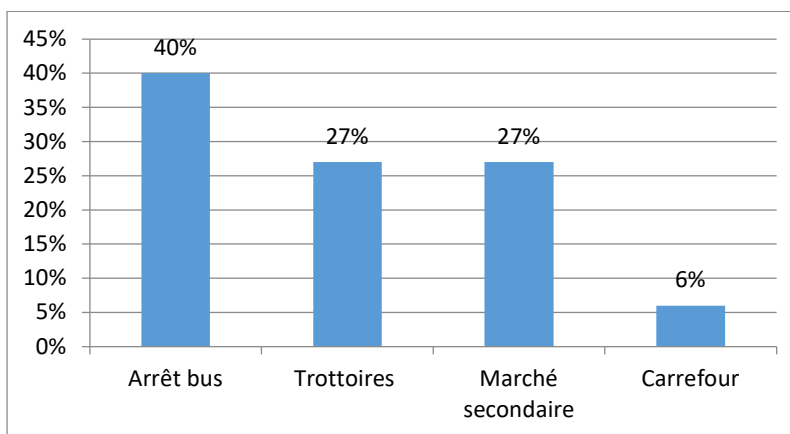


Figure 1: Espaces identifiés sur le tronçon Météo-UPN

Les analyses faites avant l'administration des questionnaires d'enquête montrent que près de 80 % des sites observés sont occupés par des étals commerciaux. Cette présence massive est un signe éloquent d'un détournement progressif de la vocation première des espaces publics, désormais utilisés comme lieux de commerce plutôt que comme espaces de circulation. Les immondices sont présentes à des degrés variables selon les sites, avec une proportion particulièrement marquée autour des marchés et des arrêts de bus où les activités sont les plus concentrées.

En deuxième lieu, et d'une manière synthétique, les analyses font état de détournement partiel de la fonction initiale de deux tiers des espaces observés, tandis qu'un peu plus d'un quart font l'objet d'un détournement important.

Tableau 1 : critères de choix des points à observer

Type du lieu	Observation potentielle liée aux activités informelles
Arrêt Bus	Présence probable de vendeurs ambulants, petits commerces autour des passagers
Marché secondaire	Zone de regroupement, propice à la vente rapide (boissons, cartes, fruits)
Trottoir	Occupation par petits stands ou vendeurs au sol
Carrefour	Concentration du trafic, forte visibilité des vendeurs

Source : auteure

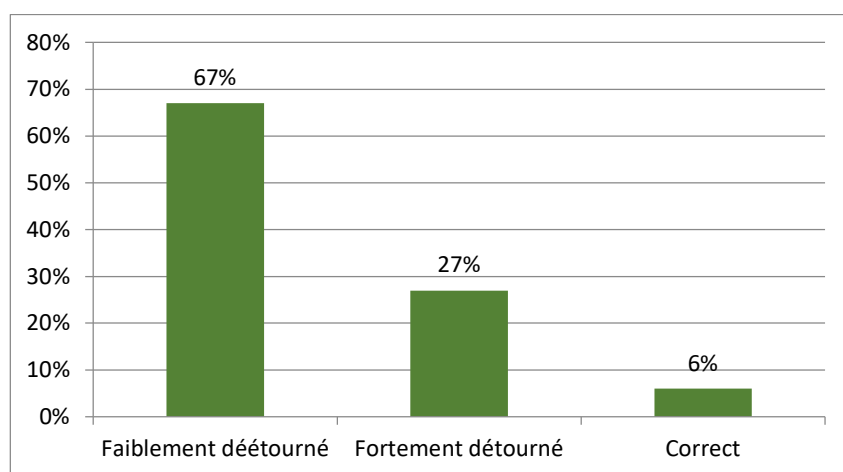


Figure 2: niveau de détournement de fonctions spatiales

Seule une faible proportion des espaces conserve sa vocation d'origine. Il est de ce fait évident que la planification urbaine accuse des limites dans cette partie de la ville, le contrôle de l'occupation du domaine public reste faible et l'adaptation des populations à un contexte économique demeure difficile. Ces analyses à ce niveau, démontrent également la nécessité de mettre en œuvre des politiques d'aménagement pouvant concilier la régulation de l'espace public, l'amélioration des infrastructures et la prise en compte des réalités socio-économiques des acteurs du secteur informel.

C'est ainsi que dans le souci d'identifier les conséquences socio-économiques de la prolifération des activités informelles sur le tronçon Météo-UPN et propose des pistes de solution pour leur intégration progressive dans le secteur formel, l'étude a fait recours à une analyse qui s'appuie sur les résultats des enquêtes réalisées auprès des acteurs du secteur informel et des ménages riverains. L'objectif principal demeure celui de mieux comprendre les enjeux liés à l'occupation des espaces publics.

Les données recueillies montrent que les activités informelles présentes sur le tronçon sont de diverses natures, mais dominées par les étals commerciaux comme dit ci-haut, qui représentent plus du tiers des activités observées. Les moto-taxis, les vendeurs de produits alimentaires, les mécaniciens et les cabines téléphoniques complètent ce paysage économique. Cette diversité traduit la capacité du secteur informel à répondre aux besoins quotidiens de la population tout en transformant progressivement les espaces publics en véritables lieux d'activités économiques.

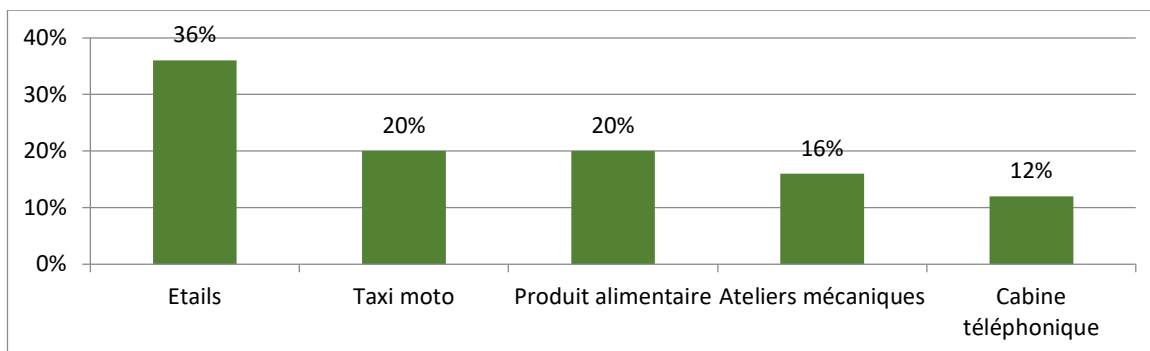


Figure 2 : les activités informelles le long du tronçon Météo-UPN

Par rapport à la longévité des sujets dans les activités informelles, l'étude révèle également que près de la moitié des acteurs interrogés exercent leur activité depuis moins d'une année, ce qui témoigne d'une expansion récente et rapide de l'économie informelle. Toutefois, la présence de commerçants installés depuis plusieurs années montre que certaines activités se sont durablement enracinées dans le tissu urbain et constituent désormais une composante stable de l'économie locale.

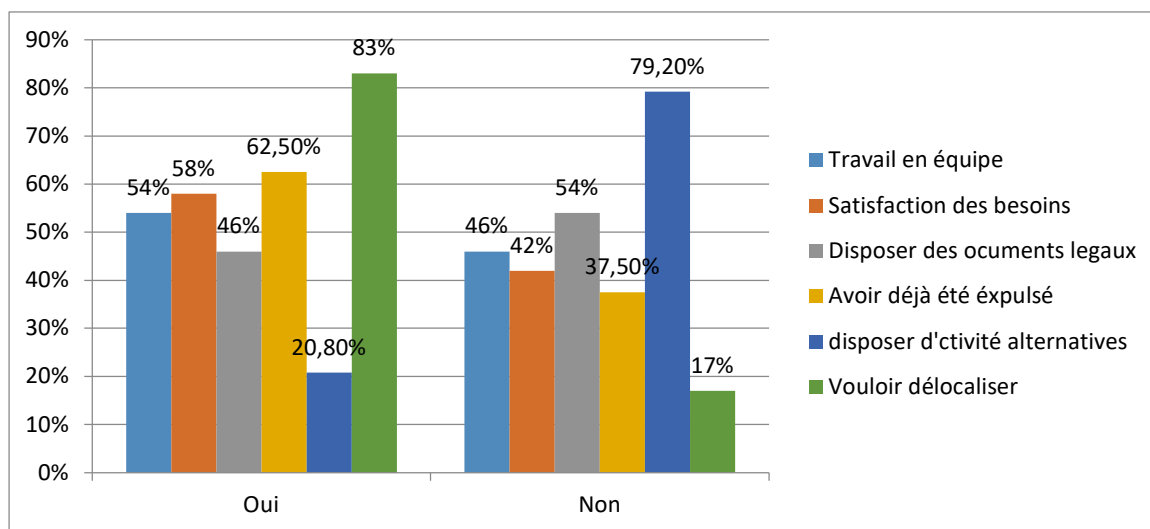


Figure 3 : point de vue des acteurs informels

Les résultats indiquent aussi que la majorité des acteurs (54%), travaillent de manière individuelle, ce qui prouve le caractère essentiellement familial ou personnel des micro-entreprises informelles. Bien que plus de la moitié des personnes interrogées

déclarent parvenir à couvrir leurs besoins quotidiens grâce à leurs revenus, une proportion importante (17%) demeure dans une situation économique fragile. Le secteur informel apparaît à ce titre comme un moyen de survie plus qu'une véritable source de sécurité économique.

L'enquête met en évidence un faible niveau de formalisation. Plus de la moitié des acteurs (54%) ne dispose d'aucun document officiel leur permettant d'exercer légalement leurs activités. Cette situation les expose régulièrement aux opérations de déguerpissement menées par les autorités. D'ailleurs, près des deux tiers des personnes interrogées (62,5%) déclarent avoir déjà subi une expulsion. Malgré cette précarité, la plupart continuent leurs activités faute d'alternative professionnelle. En effet, près de huit acteurs sur dix affirment (79,2%) ne disposer d'aucune autre source de revenus. Toutefois, une très large majorité (83%) se dit prête à être relocalisée si des espaces adaptés leur étaient proposés, ce qui constitue un élément encourageant pour toute politique de réorganisation urbaine.

L'analyse des opinions des riverains complète ces observations. Les personnes interrogées présentent des profils variés en termes de sexe, d'âge, de niveau d'instruction et de taille des ménages. Malgré cette diversité, leurs perceptions convergent largement sur le rôle ambivalent des activités informelles.

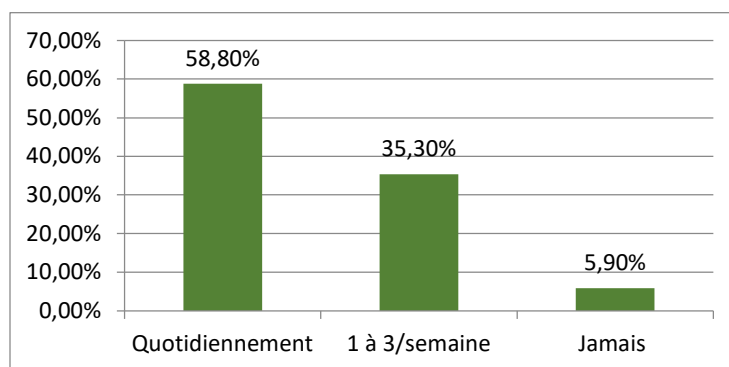


Figure 4 : Fréquentation des riverains

De l'analyse de cette figure, ressortent trois tendances en rapport à la manière dont les riverains fréquentent les espaces occupés par les activités informelles. 58,8% y vont quotidiennement pour l'un ou l'autre service fournis par ces dernières. 35,3% affirment s'y rendre une à trois fois par semaine contre seulement 5,9% qui ne s'y rendent jamais.

D'une part, les riverains reconnaissent leur utilité économique et sociale. Une majorité s'approvisionne quotidiennement auprès des commerçants informels, tandis que tous les enquêtés soulignent que ces activités facilitent l'accès aux biens de consommation et offrent des services à des coûts abordables. Elles permettent ainsi de rapprocher les lieux d'approvisionnement des habitations et répondent efficacement aux besoins des populations, notamment des ménages les plus modestes.

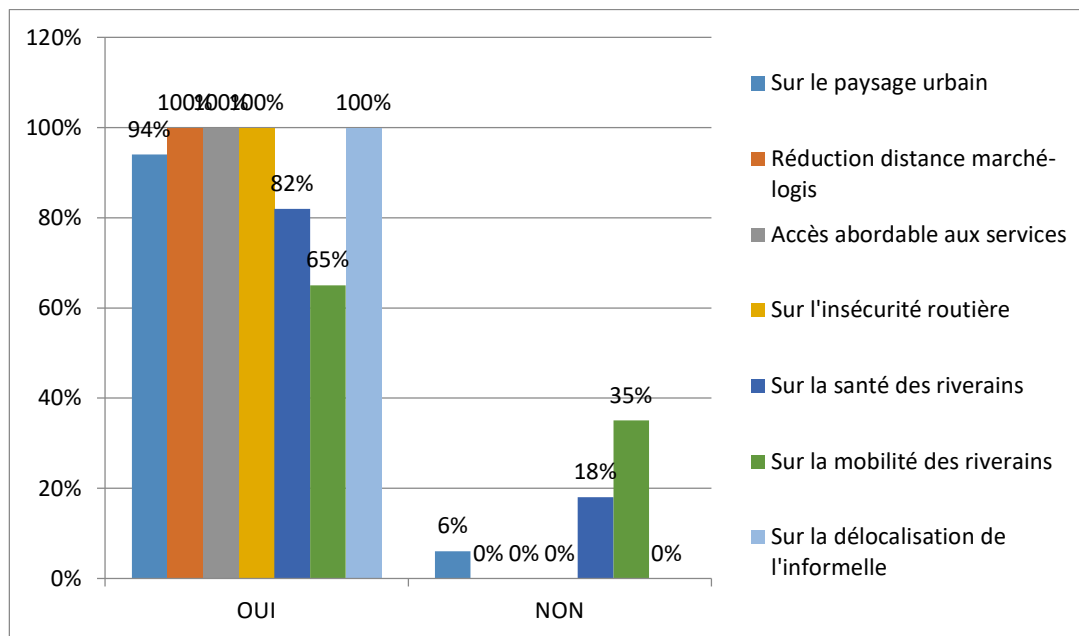


Figure 5 : Points de vue des riverains sur les impacts des activités informelles

D'autre part, les habitants dénoncent les nombreuses nuisances générées par cette occupation anarchique des espaces publics. La quasi-totalité estime que les activités informelles contribuent à la dégradation de la salubrité du quartier en raison de l'accumulation des déchets et de l'encombrement des voies publiques. 65% soulignent également les difficultés de circulation, les embouteillages, les risques d'insécurité routière liés notamment aux moto-taxis, ainsi que les problèmes sanitaires qui découlent du manque d'hygiène et de l'insuffisance des infrastructures d'assainissement.

Ces résultats mettent en évidence toute la complexité du phénomène. Les activités informelles constituent à la fois un facteur indispensable de survie économique et une source importante de désorganisation urbaine. Elles répondent à des besoins réels de la population, mais leur développement en dehors de tout cadre réglementaire compromet la qualité du cadre de vie et la gestion durable des espaces publics.

Face à cette réalité, les perspectives de formalisation proposées dans cette étude privilégient une approche d'intégration plutôt que de répression. Il s'agirait notamment de créer des espaces commerciaux adaptés, d'accompagner les acteurs dans leurs démarches de formalisation, de simplifier les procédures administratives, de renforcer les actions de sensibilisation et de développer des infrastructures répondant aux besoins des petits entrepreneurs. Parallèlement, les acteurs économiques devraient être encouragés à respecter les règles d'occupation de l'espace public, les exigences en matière d'hygiène, de salubrité et de fiscalité.

Conclusion

Dans leurs ambivalence, les résultats des enquêtes dégagent d'une part le rôle socio-économique majeur que jouent les activités informelles sur ce tronçon, en créant des emplois, en générant des revenus, en facilitant l'accès aux biens et services et en contribuant significativement au dynamisme de l'économie locale. Elles répondent donc à des besoins réels de la population et ne peuvent dans ce cas être considérées uniquement comme une anomalie de l'organisation urbaine. D'autre part, leur implantation spontanée ainsi que leur faible niveau de formalisation, sont ici considérées comme responsable d'une occupation anarchique des trottoirs, des arrêts de bus, des carrefours et d'autres espaces publics destinés surtout à la mobilité des

populations, contribuant de ce fait à l'encombrement des voies, à la congestion, à l'accumulation des déchets, à la dégradation du cadre de vie et à l'augmentation de certains risques sanitaires et sécuritaires.

L'étude montre aussi que certaines difficultés que rencontrent les acteurs du secteur informelle sont parfois liées à la gouvernance spatiale (expulsion répétée, taxes illégales, lenteur administrative, manque d'espace appropriés). A ce point, il n'est pas donc pas question de faire disparaître les activités informelles du paysage urbain de ce tronçon de Ngaliema, ce qui paraît difficile et peu souhaitable au vue de l'importance socio-économique. Il est dès lors souhaitable de les organiser dans le but de les intégrer progressivement dans le fonctionnement de la ville en générale et particulièrement dans les quartiers traversés par ce tronçon. C'est dans ce sens qu'il est possible d'atteindre l'équilibre entre la nécessité de préserver les espaces publics, d'améliorer le cadre de vie et de maintenir les moyens de subsistance des populations. Une fois maîtrisée, cette coexistence conduira certes à un développement urbain inclusif, résilient et durable dans cette partie de la ville.

Références

- [1]. Chen, M. A. (2012). The Informal Economy: Definitions, Theories and Policies. WIEGO Working Paper No. 1.
- [2]. Hart, K. (1973). Informal income opportunities and urban employment in Ghana. *The Journal of Modern African Studies*, 11(1), 61–89.
- [3]. Mufungizia, I., & Akilimalic, A. (2024). Control and orientation of urbanization of cities in developing countries: A case study of Kinshasa, Democratic Republic of the Congo. *Urban, Planning and Transport Research*, 12(1).
- [4]. Rakodi, C. (Ed.). (1997). *The Urban Challenge in Africa: Growth and Management of Its Large Cities*. United Nations University Press.
- [5]. Titeca, K., & Malukisa Nkuku, A. (2019). Urban governance through personal connections: Kinshasa and its unlawful constructions. Secure Livelihoods Research Consortium.
- [6]. UN-Habitat. (2009). *Profil urbain de Kinshasa : Rapport de synthèse*.
- [7]. UN-Habitat. (2019). *Urban Resilience Enhancer: Informality Action*.
- [8]. UN-Habitat. (2021). *Urbanization in Democratic Republic of the Congo: Building Inclusive and Sustainable Cities*.
- [9]. Lautier, B. (2004). *L'économie informelle dans le tiers monde*. Paris, France : La Découverte.
- [10]. Peemans, J.-P. (1997). *Crise de la modernisation et pratiques populaires en Afrique*. Paris, France : L'Hamattan.
- [11]. Peemans, J.-P. (1995). Modernisation, globalisation et territoires : l'évolution des regards sur l'articulation des espaces urbains et ruraux dans les processus de développement. *Revue Tiers Monde*, 36(141), 33-55.
- [12]. Courade, G. (2006). *L'Afrique des idées reçues*. Paris, France : Belin.
- [13]. Ayimpam, S. (2014). Entre transgression et régulation. L'organisation du commerce informel à Kinshasa. Dans S. Perseil & Y. Pesqueux (dir.), *L'organisation de la transgression : Formaliser l'informel ?* (pp. 159-166). Paris : L'Hamattan.
- [14]. Leclercq, H. (1993). L'économie populaire informelle de Kinshasa : approche macro-économique. *Zaire-Afrique*, 33(271), 17-36.
- [15]. Roubaud, F. (1994). *L'économie informelle au Mexique : De la sphère domestique à la dynamique macroéconomique*. Paris, France : Karthala/ORSTOM.
- [16]. Rist, G. (1996). *Le développement : Histoire d'une croyance occidentale*. Paris, France : Presses de Sciences Po.
- [17]. Lapeyre, F. (2022). *La formalisation vue d'en bas : Conditions du "voir" et "faire voir" les acteurs de l'économie informelle*. Louvain-la-Neuve : Academia.